



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

18 NOV. 2024

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement

Arras, le

DCPPAT – BICUPE – SIC – ID – 2024 - 207

COMMUNE DE VIMY

SOCIÉTÉ MCF2 VIMY-BRUAY

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 accordant à la Société ITM LAI l'autorisation environnementale d'exploiter un entrepôt implanté Chemin de Butez à VIMY (62580) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

Vu la lettre préfectorale du 29 novembre 2023 prenant acte du changement d'exploitant de la société ITM LAI au profit de la société MCF2 VIMY-BRUAY située Chemin de Butez à VIMY ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées du 13 mai 2024 de l'entrepôt implanté chemin de Butez à Vimy (62580) exploité par la société MCF2 VIMY-BRUAY ;

Vu les observations de l'exploitant transmises suite à cette visite ;

Vu le rapport du 29 juillet 2024 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées établi suite à sa visite du site d'exploitation en date du 13 mai 2024 portant sur la sécurité des cellules de l'entrepôt ;

Vu la transmission du rapport précité et le projet de mise en demeure à l'exploitant par courrier du 29 juillet 2024, conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;



Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que :

- lors de la visite du 13 mai 2024, l'Inspection de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le non-respect des dispositions des articles 7.3.4 (présence d'une non-conformité non levée dans le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre) et 7.7.3 (absence de vérification périodique des extincteurs dans la cellule louée par la société AMD) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2014 ;

- face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MCF2 – VIMY BRUAY de respecter les prescriptions des articles précités, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTE

Article 1er : Objet

La société MCF2 – VIMY BRUAY est mise en demeure, pour son site situé Chemin de Butez à VIMY (62580), de respecter les prescriptions des articles 7.3.4 et 7.7.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2014 dans les délais indiqués ci-dessous (à compter de la date de notification du présent arrêté).

Prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 juillet 2014	ARTICLES	DELAIS
<p><u>Article 7.3.4 : Protection contre la foudre</u></p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'Arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes aux normes françaises C 17-100 et C 17 102 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de l'Union Européenne ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impacts issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.</p>	7.3.4	1 mois

Présence d'une non-conformité non levée dans le rapport de vérification de l'installation de protection contre la foudre (installation non conforme à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié).		
<p><u>Article 7.7.3</u> : Entretien des moyens d'intervention</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Réaliser la vérification périodique des extincteurs présents dans la cellule louée par AMD.</u></p>	7.7.3	1 mois

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans les délais prévus à cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société MCF2 – VIMY BRUAY les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

Une copie du présent arrêté est publiée sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais pour une durée minimale de deux mois.

Article 5: Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France et Mme la sous-préfète de LENS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MCF2 – VIMY BRUAY et dont une copie sera transmise au maire de VIMY.

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général,


Christophe MARX

Copies destinées à :

- La société MCF2 – VIMY BRUAY
- Mairie de VIMY
- la sous-préfecture de LENS
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (U.D de l'Artois)
- Dossier